



**SYNTHÈSE
RÉGIONALE**

CAPITALE-NATIONALE

Cette fiche synthèse présente un résumé de certains enjeux régionaux ayant émergé pour la Capitale Nationale.

Ces résultats sont issus d'une étude (Flynn, Cousineau et al., FRQSC 2017-2020) portant sur les liens entre l'itinérance et la violence de la part de partenaires intimes, effectuée en partenariat avec :

- le Réseau Solidarité Itinérance du Québec,
- Relais-Femmes,
- la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes,
- le Réseau des Tables régionales de groupes de Femmes du Québec.

Les données contenues dans ce document proviennent de six entrevues individuelles de type récit de vie qui ont été faites avec des femmes dans la région de la Capitale-Nationale ainsi que de deux groupes de discussions réalisés auprès d'une trentaine d'intervenantes et de questionnaires de la région provenant de plusieurs groupes de femmes.

Synthèse rédigée par Mélissa Cribb et Julie Godin

Dirigée par Catherine Flynn

Mise en page par Mariel Assante

PORTRAIT DES FEMMES RENCONTRÉES

L'âge des femmes se situe entre 29 et 44 ans. On y retrouve différents scénarios d'entrée dans l'itinérance. Pour les 6 participantes, l'entrée dans l'itinérance se fait à l'âge adulte et est fortement associée au fait de vivre de la violence conjugale soit dans une relation en cours, soit à la suite des tentatives de quitter un conjoint violent, soit à la suite d'une séparation.

Nota bene : Tous les noms des participantes ont été remplacés par des noms fictifs



Financé par :

Fonds de recherche
Société et culture



QUAND LES DÉFIS DANS L'ORGANISATION DES SERVICES COMPLEXIFIENT L'EXPÉRIENCE DES FEMMES ET LA PRATIQUE DES INTERVENANTES.

Le manque d'accessibilité à des services dans le réseau de la santé et des services sociaux répondant aux besoins exprimés par les femmes est une difficulté rapportée fréquemment par les intervenantes et certaines participantes.

« Souvent, il y en a qui ont plein de travailleuses sociales, mais ce n'est pas ça qu'il leur faudrait. Des psychologues, c'est 100\$ de l'heure minimum, 120 hein, c'est ça c'est 120\$. La majorité de la population n'a pas accès. Le coussin social n'est pas là aussi. »

Participante, Groupe de discussion

« Il manque de ressources spécifiques pour chaque besoin dans le système actuel. »

Participante, Groupe de discussion

« Nous ce qu'on remarque au [nom de la ressource]), parce que c'est des femmes plus âgées qu'on accueille, maintenant elles sont de plus en plus référées par le CIUSS, c'est la santé mentale. Il n'y a plus de suivis, on pousse les femmes à partir des suivis, en santé mentale, on les pousse dehors. »

Participante, Groupe de discussion

La lourdeur administrative et les délais du réseau et des ressources contribuent également à complexifier le travail des intervenantes et l'expérience des femmes

« Il y a eu une réforme dans le réseau de la santé, on le voit les femmes ne savent plus où aller, l'accueil psychosocial, on repassera, il y a du chemin à faire là. Les femmes ne savent plus où cogner. Quand ça fait deux fois que tu te fais référer, bien tu arrêtes. Cet effritement dans le réseau, nous autres on le sent. »

Participante, Groupe de discussion

« J'ajouterais la complexité du système. Les femmes viennent en hébergement et elles ont des papiers d'immigration et si elles n'ont pas tels, parce que, en partant du milieu violent, elles n'ont pas nécessairement apporté leurs papiers. Dans une situation d'itinérance, souvent la femme n'a pas les papiers d'identité qu'elle doit avoir pour pouvoir avoir accès à un service X dans le système, fait que c'est tellement compliqué. Donc la femme arrive, elle n'a pas accès à sa résidence permanente, elle n'a pas accès à tel service, il lui manque deux pièces d'identité pour avoir accès à l'aide sociale. Tout ça ralentit le moment de la sortie de l'hébergement et nous c'est comme si on veut répondre à tous ses besoins. »

Participante, Groupe de discussion



« Puis il y a toute la question du système de santé, mettons l'attente [...] tsé, des listes d'attente pour aide psychologique ou peu importe de 6 mois, 8 mois alors que c'est quand même urgent. La personne, elle sent qu'elle a besoin de cette aide-là pour pouvoir éventuellement retourner sur le marché du travail, mais en attendant elle est comme dans un vide donc elle est sur l'aide sociale. »

Participante, Groupe de discussion

Enfin, la distance à parcourir en milieu rural afin de pouvoir accéder aux ressources est un enjeu soulevé par une des participantes qui accentue l'isolement.

« Bien là, je reviens demain. C'est pour ça qu'elle disait demain [en parlant d'une autre personne]. C'est comme une suite là. C'est des cuisines collectives qu'on avait dans notre programme pis là il en reste deux ou trois à faire. Sinon pas vraiment. C'est loin puis je n'ai pas d'auto. »

Stefanie



DES OBSTACLES QUI FREINENT LA SORTIE DE L'ITINÉRAIRE ET REVICTIMISENT LES FEMMES : pauvreté et manque d'accessibilité à des logements abordables et sécuritaires.

La pauvreté touche la majorité des femmes rencontrées dans la Capitale-Nationale. L'un des facteurs communs à la pauvreté se situe dans le fait d'avoir vécu de la violence économique. Elle se manifeste par exemple par le contrôle des finances, les destructions ou l'endommagement des biens, la privation, le vol, l'exploitation, etc. Certaines femmes rencontrées vivent un processus d'appauvrissement à la suite de leur rupture, processus souvent accéléré par la violence économique qui persiste après la séparation.

« Il y a beaucoup de pauvreté, c'est la première chose qu'on voit dans les stats, beaucoup de femmes sont sur l'aide sociale. »

Participante, Groupe de discussion

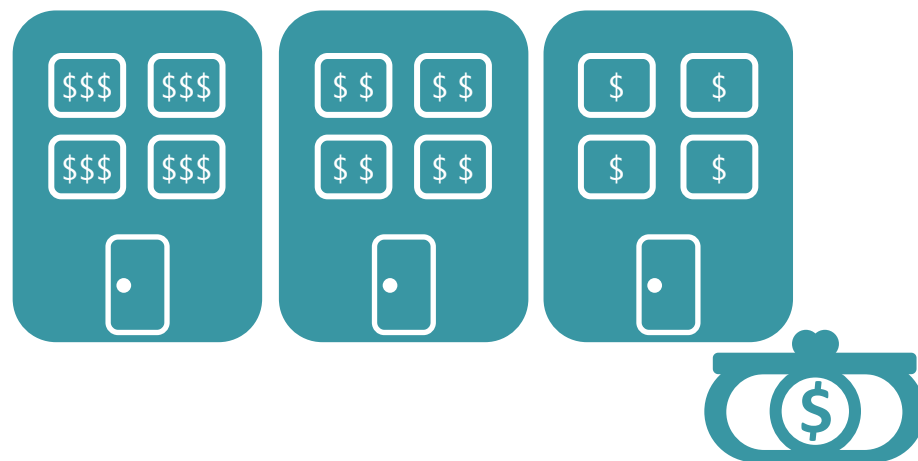
« Je dois m'occuper des finances de la maison, je dois la payer. Monsieur a arrêté de payer le VUS, même s'il s'était engagé devant la Cour. (...) Mais comme elle est à nos deux noms, bien ma cote de crédit aussi en mange un coup. Donc... puis... là, il veut pas payer les taxes, malgré que c'est sa maison. Parce que j'ai décidé de rester ici, ben je dois m'en occuper. Donc la violence économique continue. »

Tara

Ensuite, le manque d'accès à des logements abordables et sécuritaires est également une difficulté importante vécue par plusieurs femmes, particulièrement pour les femmes plus âgées, ce qui les maintient dans la précarité et la violence.

« Ça coûte très cher les logements à Québec, c'est très très cher, même les chambres c'est très cher. »

Participante, Groupe de discussion



« Les femmes seules, la liste d'attente de l'OMH pour avoir un logement subventionné, c'est une moyenne de 2 ou 3 ans d'attente [...] Plus de 55 ans seule, nous c'est souvent sorti dans la recherche, ces femmes sont souvent dans un vide de services. Les enfants sont partis, elles n'ont plus les allocations familiales, elles ont juste l'aide sociale, pas encore accès à logement subventionné [...] fait que c'est comme je fais quoi là, il me reste 55\$ par mois pour vivre. »

Participante, Groupe de discussion

De plus, la violence sexuelle et psychologique dans les logements est un enjeu abordé par les intervenantes qui complexifie l'expérience des femmes, qui doivent parfois quitter leur logement.

« Les maisons de chambre, elles ont des aires communes donc au niveau de la sécurité euh abus sexuel, c'est souvent mixte, il y a beaucoup de beaucoup de conflits, beaucoup de violence. C'est dans ce sens-là que ça peut être problématique puis ça peut faire aussi que la femme finisse par quitter [...]. Financièrement, c'est comme les seules options qu'elles ont aussi. Soit que le chèque d'aide sociale est coupé donc elles ont peu de moyens financiers donc c'est sûr qu'on essaye de trouver des alternatives autres, mais c'est sûr qu'il y a un enjeu à ce niveau-là pour rester dans une dynamique de violence et d'itinérance. »

Participante, Groupe de discussion

« Des femmes qui ont une situation d'itinérance, qui sont vulnérables, mais qu'elles ont pris un logement, genre une chambre à louer. Des colocs qui deviennent un conj[oint], ben qui sont insistants, qui veulent avoir des relations sexuelles [...], mais pour elles c'est des colocs. Il y en a énormément, depuis plusieurs années on le voit. »

Participante, Groupe de discussion



DES VIOLENCES INSTITUTIONNELLES PARTICULIÈREMENT PRÉSENTES ET INTENSES.

Plusieurs participantes se sont vues étiquetées dans le système judiciaire, que ce soit en raison de leur condition de santé mentale ou en raison de certaines stratégies de débrouillardise qu'elles ont expérimenté.

« Écoute, moi, je tripe avec mes bébés. Je suis contente. J'ai hâte de finir mon hospitalisation. Parce que je n'ai jamais été bien de même de ma vie. Je sors de l'hôpital, on passe en cour. Madame bipolaire. Perd les enfants. Les enfants se ramassent de 6h le matin à 9h le soir tous les jours à la garderie. »

Karina

« Même si je vole une affaire à un dollar, c'est la prison fédérale. Parce que je suis rendue au bout. Au bout de la sentence. Après ça, oublie ça, il va dire que je suis un danger. Déjà, je suis un danger pour la société pour eux autres. (...) Ouais. Pour eux autres. C'est ça. Le danger de la société un moment donné quand ils disent ça, je ne suis pas un danger pour tuer quelqu'un, mais je suis un danger économique. »

Nadia

Les participantes ont également vécu de l'exclusion et du contrôle social de la part des institutions qui pouvaient se traduire par une invisibilisation de leurs besoins.

« J'étais livrée beaucoup à moi-même. Aucune intervenante n'a été attirée à mon dossier. Sauf une quand elle a partie, j'ai pleuré beaucoup. Elles ne se sont pas impliquées dans mon dossier. J'ai manqué vraiment de support. J'ai compris avec ma nouvelle expérience, que j'ai eue dernièrement dans mon séjour à la chambre de dépannage, que c'était à la discrétion des intervenantes le fait de s'impliquer ou de pas s'impliquer dans nos dossiers. Et de comment elles nous aidaient. Ça m'a fait très mal de m'apercevoir que quand j'étais [nom du programme], celles qui ont été dans mon dossier à l'exception d'une, elles se sont pas impliquées alors que j'avais autant de détresse. »

Lina

« Je faisais de la culpabilité tight. Ils m'ont fait jouer au volleyball obligatoire et j'ai une hernie dans le dos et j'avais un billet du médecin. Je me suis foulé deux orteils. Ils m'ont obligée à marcher pour aller aux activités. Ils ne m'ont jamais offert un lift. Ça été un passage violent, ça aussi. (...) 3 mois. C'est long en tabarnak. Dans l'irrespect. Moi, pour moi, j'ai vécu ça comme de la violence contre moi. Je n'ai rien fait moi pour mériter ça. J'ai juste failli mourir. Par moi-même, je n'ai rien fait de mal à personne. »

Karina

